



# **Union Syndicale des Retraités d'Ille - et - Vilaine**

## **Communiqué de presse Journée d'action des retraité.e.s, 26 mars 2024 Bruno LEMAIRE attaque les retraités !!**

Les dernières annonces du gouvernement ATTAL et de son ministre de l'Économie Mr Bruno LEMAIRE pointe encore du doigt les plus fragiles, les plus précaires.

Une quatrième réforme de l'assurance chômage va être initiée en 2024. Les privés d'emplois sont encore une fois stigmatisés. La durée de leur indemnisation et le montant de celle-ci va être réduit au prétexte fallacieux d'économie.

**Ça se saurait s'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail !!!**

Les retraités vont eux aussi subir les vellétés gouvernementales. Au prétexte d'économie à trouver pour 2024 (10 milliards d'€) et 2025 (20 milliards d'€), leurs pensions ne seront aux mieux revalorisés que de +1,16% en 2024 et de 0% en 2025.

**C'est encore une nouvelle perte de pouvoir d'achat entériné par le gouvernement.**

La revalorisation de +5,3% obtenue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'est au titre de 2023 pour une inflation (INSEE) de 5,8%. Ce n'est pas un cadeau du gouvernement, c'est le fruit des différentes mobilisations des retraité.e.s qui a obligé le pouvoir à appliquer la loi et notamment l'article L161-25 du code de la SECU.

C'est ce rapport de force qu'il nous faut monter pour faire mentir Mr LEMAIRE sur ses propos.

Depuis 2017 l'inflation a augmenté de +17% tandis que les pensions et retraites n'ont augmenté que de +7,9% sur la même période. C'est déjà une perte sèche de plus de 9% à laquelle il convient d'ajouter toutes les augmentations subies : en 2018 la CSG +25%, l'alimentation +7,6% en 1 an, l'énergie +40% en 2 ans, les complémentaires santé +20% en 2024, le doublement des franchises médicales en 2024 (médicaments, transports et examens) et en moyenne +3,9% pour les impôts fonciers.

On peut aussi rajouter la volonté de s'attaquer aux remboursements à 100% des Affections Longue Durée (ALD).

**Ce n'est pas en réduisant les droits sociaux que le gouvernement s'attaquera à la crise.**

S'il y a des économies à faire, il faut peut-être regarder du côté des aides données aux entreprises sans aucun contrôle et qui n'ont jusqu'à présent pas prouvé leur efficacité économique ni sociale.

Des solutions existent :

- Taxer les dividendes versés aux actionnaires du CAC40 = 97 milliards d'€ en 2023
- Arrêter les exonérations de cotisations sociales patronales = 80 milliards d'€ en 2024
- Arrêter les aides versées aux entreprises sans aucun contrôle et conditions =) 157 milliards d'€

Les salaires, pensions et retraites doivent être augmentés et revalorisés à hauteur de l'inflation à minima

**Le 26 mars, les retraités se mobiliseront pour faire entendre leurs légitimes revendications à l'appel de 9 organisations et associations et notamment la revalorisation de leurs pensions et retraites.**